NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 437 du 12 juin 2026

Congrès CGT, « *l'Internationale ouvrière contre l'extrême droite* », la guerre et le capital a besoin d'en finir avec le dialogue social et les illusions électoralistes

Lundi, en fin de journée et à travers tout le pays, se sont tenus 180 rassemblements à l'appel des associations de lutte contre les violences envers les femmes et les enfants, les organisations féministes pour « *témoigner de leur solidarité envers Lyhanna, sa famille et toutes les victimes* » et exiger « *une loi intégrale* » contre les violences faites aux femmes et aux enfants et plus de moyens pour la justice.

Le drame de l'assassinat sordide de Lyhanna suscite l'indignation, la colère, la révolte en révélant l'incurie de l'État. Darmanin, qui lui-même a été accusé de viol, se retourne maintenant contre les magistrats et les services de justice. Toute honte bue, il les appelle à régler, d'ici l'été, les dizaines de milliers de plaintes pour violences sexuelles sur mineurs restées sans suite, en les menaçant de sanctions.

Ce drame révèle la faillite de l'appareil judiciaire sans moyens comme tous les services publics dont les budgets sont sacrifiés pour subventionner les entreprises du CAC 40 et financer le budget militaire. Il met sur la place publique la décomposition sociale engendrée par la course au profit et la concurrence capitaliste, ainsi que les rapports de domination, dont le patriarcat et son cortège de masculinisme, qui corrompent les rapports humains et dont les femmes et les enfants sont les premières victimes.

La droite et l'extrême droite rivalisent de démagogie pour dévoyer la colère, elles se nourrissent des peurs et du désarroi pour imposer les seules réponses qu'elles ont à la crise de la société : des mesures policières et sécuritaires qui, loin de protéger les femmes, les enfants, la population, se retournent contre elles et eux. L'État ne nous protège pas, il est là pour protéger les classes dominantes, les riches.

A ce fléau des violences faites aux femmes et aux enfants, il n'y a pas de réponse sans remise en cause de la logique destructrice et oppressive du capitalisme, pas plus que dans la lutte contre la menace de l'extrême droite.

Le succès de la grève des cheminots le 10 juin révèle aussi la colère contre les salaires qui reculent, mais aussi contre l'ouverture à la concurrence et à la loi du tout pour le fric. Celle-ci se traduit par l'éclatement des cheminots dans une multitude d'entreprises, des réorganisations permanentes et une aggravation de leurs conditions de travail : 13 suicides de cheminots ont eu lieu depuis le début de l'année !

Le mécontentement social et politique est grand dans tout le pays mais il est clair que la semaine d'action pour les salaires appelée par la CGT à partir du 22 juin ne lui offre aucune perspective crédible alors que les salarié·es n'en peuvent plus de la flambée des prix des carburants et de l'inflation qui redémarre.

Il ne manque pas de militant·es pour déplorer la résignation du monde du travail, dont une large fraction subit l'influence des préjugés de l'extrême droite. Mais cette résignation est le produit des capitulations des appareils syndicaux et de toute la gauche. Elle est une forme de prise de conscience qu'il faudrait faire autre chose, une prise de conscience passive, désarmée, le sentiment d'impuissance face à un patronat qui lui, mène consciemment sa guerre de classe, intimide, réprime. Et malheureusement, le mouvement révolutionnaire tout entier à ses querelles de chapelles, à ses divisions sectaires, paralysé par son impuissance démocratique, est incapable d'unir ses forces pour construire à la base, en opposition aux directions bureaucratiques, une perspective capable de regrouper la minorité la plus lucide.

Dans ce contexte d'offensive réactionnaire, Sophie Binet a voulu faire du congrès de la CGT, qui s'est tenu la semaine dernière, le congrès contre l'extrême-droite. Oui, discuter des moyens de reprendre l'offensive, de sortir de la résignation des appareils syndicaux et politiques, de comment construire à la base un front de classe capable d'affronter le danger que représente la montée des idées racistes et réactionnaires pour les exploité·es et toutes les victimes du capital et de l'État qui protège celui-ci, est indispensable. Mais cette discussion passe

nécessairement par le rejet de la passivité des appareils pour tirer les leçons des reculs et des défaites pour formuler et mettre en œuvre une politique de classe qui remette en cause l'ensemble du système et soit à même d'ouvrir une perspective à la fraction la plus combative de la classe ouvrière.

« *L'Internationale ouvrière contre l'extrême droite* » ou la nécessaire indépendance de classe pour s'attaquer au capitalisme et à ses pires serviteurs

« *L'extrême droite est soutenue par le capital pour qui la démocratie est désormais un problème* » dit le texte d'orientation du 54ème congrès de la CGT qui s'est ouvert par un meeting intitulé « *L'internationale ouvrière contre l'extrême-droite* » avec des syndicats du monde entier. Un syndicaliste américain y a témoigné du soulèvement et de la grève générale de Minneapolis contre l'ICE, la milice privée anti-migrants de Trump, qui illustre les possibilités de lutte et d'auto-organisation au sein des classes populaires.

Il est évident que l'offensive réactionnaire actuelle est le produit de la décomposition du capitalisme lui-même, de la violence que déploient les classes dominantes, les milliardaires, en particulier aux Etats-Unis qui entraînent le monde dans la guerre pour tenter de maintenir leur hégémonie et leur puissance. La CGT a raison, les travailleurs du monde entier sont les seuls à pouvoir enrayer la marche du capitalisme à la catastrophe, à condition qu'ils en prennent conscience et s'arment d'une politique de classe indépendante des institutions, de l'État et des partis de la bourgeoisie, en rompant avec la politique de collaboration de classe des directions syndicales.

A l'inverse, la direction de la CGT n'a comme seule politique que celle de l'intersyndicale et de l'unité avec la CFDT, dont la secrétaire générale Marylise Léon s'est fait siffler par une partie des militants. Une colère qui exprime la révolte contre l'apathie de l'intersyndicale complètement atone aujourd'hui, après avoir étouffé la mobilisation du 10 septembre contre l'austérité.

De même, face à l'extrême-droite, la direction confédérale veut reconduire sa politique de soutien au NFP des législatives de juillet 2024. « *Olivier, Marine, Manuel, Fabien. Merci pour votre présence à notre congrès, je note, encore une fois, que la CGT fait l'unité, pourvu que ça dure…* » a lancé Sophie Binet, alors que les rivalités politiciennes au sein de la gauche institutionnelle s'affichent largement.

Pas question d'un bilan critique de cette politique de la part de la direction confédérale. En quoi a-t-elle fait reculer le RN, alors qu'il se retrouve aujourd'hui à la porte du pouvoir ? En quoi le « front républicain » jusqu'à Borne et Darmanin, a aidé les travailleur·es, les migrant·es, les exploité·es ? Sans parler du silence assourdissant de la direction confédérale sur la politique du PS qui a permis au gouvernement Lecornu de se maintenir et qui vote aujourd'hui le budget supplémentaire de 36 milliards de dépenses militaires avec le camp gouvernemental et le RN.

Quant à la campagne de Mélenchon, qui dénote par rapport au spectacle pitoyable du reste de la gauche pour ceux qui n'acceptent pas cette victoire annoncée du RN, en quoi permet-elle de lutter de façon conséquente contre l'extrême-droite ?

Lors du meeting de St Denis, devant une nombreuse assistance, Mélenchon a fait applaudir la « *nouvelle France* », en reprenant le « *on est chez nous* » scandé jusque-là par l'extrême-droite. LFI dit vouloir reprendre le terrain des « symboles » du RN, en mettant en avant « *les héritiers de l'immigration* ». En fait, Mélenchon crée volontairement une confusion pourrie pour gagner des voix à droite sur le terrain réactionnaire du nationalisme, du patriotisme. Le « nous » ne peut être celui des travailleur·es, des jeunes, des précaires, des migrant·es avec ou sans papiers, des pauvres de plus en plus nombreux, il est celui de la France, nouvelle ou pas, c'est-à-dire de la bourgeoisie à laquelle Mélenchon voudrait les soumettre.

Lutter pour nos droits est indissociable de la lutte contre le militarisme et la guerre, l'ennemi est dans notre propre pays

Les textes du congrès dénoncent « *l'augmentation des prix et la vampirisation des budgets sociaux par les dépenses militaires* ». La CGT a organisé un meeting international « *pour la paix* » pendant le congrès, mettant en avant le « *plan pour la paix de la CSI* », la Confédération syndicale internationale, essentiellement tourné vers les institutions et le droit international.

Pour Sophie Binet, « *nous avons cependant bataillé au lendemain de chacune des guerres mondiales pour que des institutions et des principes forts de droit international soient mis en place pour empêcher que l'histoire ne se répète* ». Comme si la Société des Nations (SDN) après la 1ère guerre mondiale, que Lénine surnommait « *la caverne de brigands* », ou l'ONU après la 2ème, n'étaient pas au service des plus grandes puissances occidentales. En 1991, c'est avec la bénédiction de l'ONU que les Etats-Unis ont déclenché la 1ère guerre d'Irak à la tête d'une coalition de 35 pays, avec des répercutions dramatiques pour les peuples du Moyen-Orient pendant des décennies !

De même, elle explique : « *Ces guerres sont le fait de l'internationale d'extrême droite, de Trump, Poutine et Netanyahou, soutenus par le capital, qui veulent remplacer le droit international par la loi du plus fort ou plutôt du plus riche* ». Elle dénonce Trump, Poutine, Netanyahou pour mieux faire alliance avec Macron et l'État français qui mènent une politique belliciste en Ukraine et au Moyen-Orient avec le porte-avions Charles-de-Gaulle et son groupe aéronaval, et déploient une offensive militariste.

Et surtout, elle ne remet pas en cause le système, la course au profit, la concurrence, le capitalisme prédateur. La guerre est le produit même de la crise d'accumulation du capitalisme qui s'approfondit aujourd'hui, provoquant une exacerbation de la concurrence, en premier lieu entre les Etats-Unis, leurs alliés et les nouvelles puissances comme la Chine. Une politique qui alimente l'offensive

réactionnaire au sein des vieilles puissances coloniales et impérialistes comme la France.

Au lieu d'appeler à lutter contre la guerre en combattant notre propre bourgeoisie, son militarisme, en dénonçant « *l'ennemi dans notre propre pays* », la direction de la CGT propose un « *pôle public national de défense placé sous contrôle démocratique* »… du Parlement et de l'Etat, tous au service des capitalistes ! Au lieu de souhaiter leur défaite et de se battre pour le seul pouvoir capable de conquérir la paix, celui du prolétariat internationaliste, elle se plie au nationalisme, rallie la bourgeoisie, son État, son armée.

Pour elle, le seul problème vient des entreprises industrielles privées de l'armement qui font des bénéfices records et pas de l'Etat qui deviendrait tout d'un coup le garant « *de la paix et du désarmement* »… C'est oublier bien vite l'histoire de l'Etat français et de son armée, forgés au travers des guerres coloniales et de la Françafrique !

Cette politique soumet les travailleurs à la bourgeoisie française, en la soutenant face à ses concurrents ainsi que l'a dit Sophie Binet dès son discours d'ouverture en déplorant : « *aujourd'hui, de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de valeur* ».

Nos seuls ennemis sont le patronat, le système capitaliste dans son ensemble qui met en concurrence l'ensemble des travailleurs de la planète. Sans politique réellement internationaliste, il ne peut y avoir de riposte du monde du travail face à tous ceux qui veulent nous soumettre au nom de « *l'économie de guerre* ».

Une telle politique commence par faire le bilan critique des luttes de ces dernières années, mais aussi par discuter lucidement des rapports de force et de la fuite en avant du capitalisme vers le krach, à l'opposé du bluff des directions syndicales cherchant à justifier leurs positions et le « dialogue social ».

« *Soyons la CGT de la gagne et des bonnes nouvelles* », l'autosatisfaction bureaucratique…

Du côté de la direction de la CGT, c'est l'autosatisfaction qui domine, en vantant les victoires sur l'assurance-chômage, sur le programme d'austérité de Bayrou et surtout, sur les retraites. « *Nous avons fait échouer le conclave et décalé l'application de la réforme. Mesurons bien* » explique Sophie Binet, alors que la CGT a dû quitter cette mascarade du conclave, qui servait de tribune au Medef et à Bayrou, devant le mécontentement des militants.

Une réalité pour le moins biaisée, alors que la situation sociale s'est profondément dégradée pour l'ensemble du monde du travail.

Sur les retraites, la réforme des 64 ans est tout juste temporairement gelée, par contre, la réforme Touraine de l'augmentation à 43 annuités pour une retraite à taux plein, votée sous Hollande et accélérée par Macron, conduit dès maintenant beaucoup de travailleur·es à aller au-delà de 64 ans.

De même, une déléguée de la CGT chômeurs a rappelé à la tribune du congrès toutes les lois et conventions passées contre les privé·es d'emplois, à commencer par le RSA conditionné, imposé sans mobilisation des confédérations syndicales. On est très loin des victoires annoncées sur l'Assurance-Chômage !

Quant à la prétendue victoire contre Bayrou, elle passe sous silence la violente politique d'économies budgétaires dans les services publics essentiels, l'éducation, la santé, la protection de l'enfance, les universités, les budgets sociaux, etc. Une façon d'accréditer les tractations du PS sur le budget qui ont permis le maintien du gouvernement Lecornu, comme la politique du dialogue social de l'intersyndicale qui s'est précipitée au conclave ou à la conférence Travail-Emploi-Retraite.

Quant aux reculs et à la chute de Bayrou que s'attribue la direction de la CGT, ils sont dus à la mobilisation du 10 septembre et à la crainte d'un blocage du pays, pas aux ronds de jambe des directions syndicales. Un bilan qu'ont exprimé des militants de la chimie, de la santé, de l'Union Départementale du Nord, … tout au long du congrès, dénonçant ce gâchis de la séquence de mobilisation ouverte par l'appel au 10 septembre, étouffée sous le calendrier parlementaire.

La direction confédérale s'auto-félicite de sa politique, tout en s'en prenant aux syndicats de base accusés d'une trop grande « institutionnalisation » dans les CSE (Comité Economique et Social mis en place par l'ordonnance Macron). C'est évidemment une réalité, mais comment croire la confédération quand celle-ci ne formule aucune critique de sa propre participation au jeu de dupe du dialogue social avec Bayrou ou Lecornu !

En fait, elle cherche à reprendre l'appareil en main pour qu'il obéisse davantage aux mots d'ordre venus d'en haut et pour limiter la contestation qui s'exprime contre les journées sans lendemain, le ralliement à la CFDT ou à la gauche institutionnelle, même dans ce congrès pourtant bien verrouillé.

Ses préoccupations sont centrées sur les élections à venir, dans la fonction publique et les CSE, dans les grandes entreprises du CAC40 où il s'agit de s'adresser avant tout aux cadres au nom des « *changements dans le salariat* ». Une évolution qui se traduit dans la composition de la CEC, la direction confédérale, où les ingénieurs et cadres représentent 43 % des membres contre 36 % dans la précédente direction. Bien plus que les ouvriers-employés qui atteignent 27 % alors qu'ils représentent le secteur largement majoritaire de la CGT.

Il y a là un choix politique et social, les ouvriers ou les employés n'ont pas disparu, alors que le nombre d'intérimaires atteint les 3 millions de travailleur·es. Mais ce n'est pas la préoccupation de la direction de la CGT plus soucieuse du dialogue social que de développer une stratégie de lutte de classe pour s'adresser aux plus exploité·es, les aider à s'organiser, développer la lutte pour leur embauche ou contre les nombreux abus patronaux sur le travail précaire.

Pour une politique d'unité des travailleur·es autour d'un programme contre la guerre et les fauteurs de guerre, pour nos droits et l'expropriation du capital

Plusieurs opposants de la fédération chimie ou de l'UD du Nord ont dénoncé le « *syndicalisme partagé* » en appelant à reconstruire la CGT « *de classe et de masse* » pour que les luttes gagnent, au nom d'une CGT mythifiée de 1936 ou de l'après-guerre. S'il s'agit de renouer avec le passé, c'est bien plus avec la politique qui a permis à la classe ouvrière de s'organiser sur les lieux de travail, la politique de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle, quand les anarcho-syndicalistes, les révolutionnaires animaient la CGT.

Il est indispensable de remettre en cause l'adaptation des appareils à la politique de la bourgeoisie qui ne peut maintenir ses profits qu'en accentuant l'exploitation, qu'en s'appuyant sur un pouvoir autoritaire pour l'imposer aux travailleur·es, rôle que le RN se propose de jouer.

Aujourd'hui, le système capitaliste est à bout de souffle, incapable de dépasser sa propre crise, il ne peut se maintenir qu'au prix d'une prédation de plus en plus insupportable contre les peuples et les travailleur·es, qu'au prix de guerres et d'une offensive réactionnaire. Le monde du travail a besoin d'un programme politique, de perspectives d'indépendance de classe et de la démocratie la plus large, liant les revendications immédiates à l'horizon révolutionnaire et en constituant de larges cadres d'organisation : comités de lutte, interpros, collectifs, AG… Il nous appartient de préparer par en bas les luttes et leur convergence, l'affrontement avec le patronat et l'État sans rien attendre des directions syndicales.

La lutte contre la guerre et les profiteurs de guerre pose les questions d'expropriation de TotalEnergies et des grandes multinationales qui profitent de l'inflation pour accroître leurs marges aux dépens de l'immense majorité de la population.

Face aux licenciements, face à la baisse des salaires dévorés par l'inflation, face à l'appauvrissement de larges pans du monde du travail, il n'y a pas d'autres moyens que d'exercer notre propre contrôle sur les comptes et sur la production, en partageant le travail entre tous et toutes sans réduire le salaire. Nous ne pouvons pas compter sur l'Etat et les institutions pour s'en prendre aux intérêts du CAC40 et de la finance.

La question de « qui dirige » est au cœur de la question sociale, comme le ressentent bien des manifestant·es quand ils scandent « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* » !

L'organisation du monde du travail, de la jeunesse, des femmes en parti politique pour la conquête du pouvoir est indissociable de la mise en œuvre d'une politique de classe et révolutionnaire au sein de nos organisations syndicales, pour les prendre en main, en faire des cadres de front unique du monde du travail en toute indépendance des appareils adeptes du dialogue social et des batailles parlementaires et électorales.

Dans une telle période de « décadence » du capitalisme, comme l'écrivait Trotsky en août 1940 dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, l'indépendance de classe des syndicats ne peut se réaliser qu'en reprenant le drapeau de l'abolition du salariat, c'est-à-dire de la lutte pour en finir avec la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, en expropriant le capital et en réorganisant la production et les échanges en fonction des besoins de la population et par la coopération des travailleurs et des peuples.

Laurent Delage